CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.541/2
du 15 décembre 2021

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif au fonctionnement du Registre des crédits aux entreprises'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.541/2
van 15 december 2021

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de werking van het Register van kredieten aan ondernemingen'

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Le 24 novembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif au fonctionnement du Registre des crédits aux entreprises'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 décembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 décembre 2021.

*

Op 24 november 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de werking van het Register van kredieten aan ondernemingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 december 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 december 2021.

*

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il convient de préciser les articles de la loi du 28 novembre 2021 'portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises' qui procurent un fondement juridique au projet [1].

2. Dès lors que la loi du 4 mars 2012 'relative à la Centrale des crédits aux entreprises' ne constitue pas le fondement juridique du projet, il convient, de l'accord du délégué du Ministre, d'omettre l'alinéa 2 du préambule.

3. L'arrêté royal du 15 juin 2012 'relatif à la Centrale des crédits aux entreprises' est visé par le préambule du projet alors que cet arrêté n'est pas expressément abrogé par le projet [2].

Dans un souci de sécurité juridique, de l'accord du délégué du Ministre, le projet sera complété par une disposition abrogeant cet arrêté.

4. Comme cela résulte du rapport au Roi, le chapitre 3 met en œuvre et prend en compte les dispositions de l'article 14 du règlement (UE) 2016/867 de la Banque centrale européenne du 18 mai 2016 'relatif à la collecte de données granulaires sur le crédit et le risque de crédit (BCE/2016/13)'.

Il convient dès lors de viser ce règlement au sein d'un visa du préambule [3].

DISPOSITIF

Article 1er

1. De nombreuses dispositions du projet utilisent la notion de « loi » sans que celle-ci y soit définie alors que, ce faisant, c'est manifestement la loi du 28 novembre 2021 'portant

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.

[2] *Ibidem*, recommandations nos 19 et 29.

[3] *Ibidem*, recommandation n° 19.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT ‡

organisation d'un Registre des crédits aux entreprises' qui est ainsi visée.

L'article 1er sera complété par une définition en ce sens du mot « loi ».

2. Au 13°, la référence aux « autres jours de fermeture de l'ensemble du secteur bancaire au sein du Système européen de banques centrales » doit être complétée par la mention du texte qui arrête ces autres jours.

3. Tel qu'il est rédigé, le 15° manque de clarté. Il entend en effet définir les mots « sur base individuelle » par la référence à « une seule unité institutionnelle comprenant les unités institutionnelles qui font partie d'une entité juridique ».

Or l'entité juridique est définie à l'article 2, 11°, de la loi du 28 novembre 2021 comme étant

> « toute unité institutionnelle constituée sous la forme d'une personne morale, ou toute unité institutionnelle partie d'une personne morale, qui, en vertu de la législation nationale qui lui est applicable, peut bénéficier de droits et être soumise à des obligations juridiques ».

La lecture de la version néerlandaise du projet, qui emploie le terme « waaronder », semble indiquer que la version française de cette disposition doit être lue comme visant une seule unité institutionnelle « en ce compris » (plutôt que « comprenant ») les unités institutionnelles qui font partie d'une entité juridique. Or, comme cela ressort de la définition précitée de l'entité juridique, celle-ci recouvre en principe une seule unité institutionnelle.

Compte tenu de l'importance que recouvre cette notion pour l'application du projet, notamment quant aux données qui doivent être communiquées en vertu de l'article 4, il y a lieu d'expliquer comment « une seule unité » peut recouvrir « les unités institutionnelles qui font partie d'une entité juridique », particulièrement à la lumière de la définition légale de l'entité en question, qui elle aussi renvoie à une unité institutionnelle.

Le dispositif sera, le cas échéant, revu à la lumière de cette observation.

Article 2

Les mots « telle que définie à l'article 2, 11° de la loi » et « telle que définie à l'article 2, 12° de la loi » à l'article 2, 1°, b), i) et ii), du projet sont inutiles dès lors que les définitions contenues dans la loi valent également pour son arrêté d'exécution, ce que confirme la phrase liminaire de l'article 1er du projet. Une observation analogue vaut pour l'article 4, 4°, a), i), ii) et iii), et b), i), ii) et iii).

De même, à l'article 3, 1°, dès lors que les notions d'« instruments de type 'Crédits et dépôts' » et d'« instruments de type 'Engagements hors bilan' » sont définis par l'article 1er, 7° et 8°, du projet, les mots « tels que définis à l'article 1er, paragraphes 7° et 8° » doivent être omis.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Article 7

L'article 7 est rédigé comme suit :

« Les agents déclarants exécutent les obligations de communication des données qui figurent aux annexes I à V du présent arrêté conformément aux spécifications décrivant les protocoles d'échange de données établies par la Banque ».

La question se pose de l'admissibilité de cette délégation réglementaire à la Banque nationale.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme ou à une institution publique, telle que la Banque, n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication, de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, et de rang précis dans la hiérarchie des normes, sont absentes. Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée [4].

Dans ces derniers cas de figure, il est alors généralement recommandé que, vu les principes précités relatifs à l'unité du pouvoir réglementaire et à la responsabilité politique des titulaires du pouvoir exécutif devant la Chambre des représentants, les règlements en question soient soumis à tout le moins l'approbation par le Roi ou par un ministre [5].

[4] En ce sens, not. l'avis 67.719/VR donné le 15 juillet 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 9 octobre 2020 'portant assentiment à l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano' (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1490/1, pp. 28 à 58, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67719.pdf).

[5] En ce sens par exemple, l'avis 69.921/2/V donné le 18 août 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 26 novembre 2021 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en vue d'assurer la transposition de la Directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties, et modifiant par ailleurs la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-2224/1, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69921.pdf).

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT ‡

Toutefois, lorsque l'habilitation porte sur des éléments exclusivement techniques, à l'égard desquels aucune appréciation d'ordre politique n'est susceptible d'être mise en œuvre, pareille approbation n'est pas indispensable. L'autorité ainsi habilitée doit être spécialement attentive à ne pas excéder la portée de pareille habilitation.

Selon le rapport au Roi,

> « [l]'article 7 indique que les informations visées aux annexes I à IV présent arrêté doivent être communiquées selon les modalités de communications fournie par la Banque dans ces protocoles. Les protocoles reprennent à la fois des spécifications techniques pour la transmission des données (schéma XSD, certificats, etc.) que la description des processus, les validations mises en place ou encore les clarifications nécessaires à la communication correcte des données ».

Il résulte de cette explication que le dispositif de l'article 7 ne reflète pas l'intention de l'auteur du projet de manière correcte : afin de correspondre à ce commentaire, les mots « conformément aux spécifications décrivant les protocoles d'échange de données établies par la Banque » doivent être remplacés par les mots « conformément aux modalités énoncées par les protocoles d'échange de données établies par la Banque » [6].

Dans cette rédaction, la délégation conférée à la Banque nationale, qui semble effectivement la mieux placée pour énoncer ces modalités d'ordre technique, serait admissible.

Ceci étant, afin de garantir l'accessibilité de ces modalités, il convient de prévoir la façon dont la Banque en assurera la publicité, cette dernière observation valant pour toutes les dispositions du projet conférant une habilitation admissible à la Banque, à savoir les articles 12, 14, § 1er, alinéa 2, et 15, §§ 2, 2°, et 3, 4° [7].

Article 8

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a précisé que la notion de « résultats » du traitement à la suite de la communication des données par les agents déclarants vise l'analyse réalisée par la Banque du caractère complet et *ad hoc* de ces données.

Il a par ailleurs précisé que les termes « dans les délais convenus entre la Banque et les associations professionnelles des agents déclarants » ne reflètent pas adéquatement l'intention de l'auteur du projet.

Il propose par conséquent de réécrire l'article 8 comme suit :

> « Les agents déclarants communiquent leurs données au Registre uniquement par voie électronique. Après réception des données, les résultats du traitement de celles-ci par le Registre sont mis à disposition des agent déclarants par la même voie ».

[6] L'article 15, § 2, 2°, sera également adapté en ces sens.

[7] S'agissant de l'article 15, § 3, 4°, il est toutefois renvoyé à l'observation n° 2 formulée sous l'article 15.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Il est pris acte de cette reformulation, qui permet de répondre aux observations précitées.

Article 13

Dans la version française, l'indication du numéro de l'article 13 mentionne erronément le nombre « 14 » en plus du numéro 13.

Le numéro « 14 » sera supprimé.

Article 14

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, prévoit que toute personne peut obtenir auprès de la Banque nationale une attestation indiquant les contrats en cours pour lesquels la personne concernée est inscrite comme débiteur au Registre.

Le commentaire de la disposition précise que le chapitre entend réglementer les modalités pratiques de l'exercice du droit de regard dont dispose toute personne impliquée à l'égard des données enregistrées à son nom dans le registre et l'exercice du droit de rectification.

En visant « toute personne » et « la personne concernée », l'alinéa 1er pourrait être interprété comme autorisant d'autres personnes que le débiteur intéressé à obtenir une attestation.

Afin d'éviter toute ambiguïté, il y a lieu de remplacer les mots « la personne concernée » par le mot « elle ».

2. Il résulte des précisions données par le délégué du Ministre que l'article 14, § 1er, alinéa 2, ne reflète pas clairement l'intention poursuivie.

L'objectif de cet alinéa est en effet de charger la Banque d'établir le modèle d'attestation et de préciser quelles sont les données qui peuvent y être reprises.

Le délégué du Ministre propose en conséquence de réécrire l'article 14, § 1er, alinéa 2, comme suit :

> « La Banque détermine le contenu de cette attestation parmi les données reprises aux annexes V, VI et VII ».

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

3. Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a précisé que les termes « les données reprises aux annexes V, VI et VII qui sont indiquées comme faisant partie du résultat de la consultation » renvoient aux informations auxquelles les agents déclarants peuvent avoir accès en vertu de leur droit de consultation prévu par l'article 10 de la loi du 28 novembre 2021 et par l'article 10 du projet. Il propose, pour plus de clarté, de réécrire l'article 14, § 2, alinéa 2, comme suit :

> « Lors de l'exercice du droit d'accès, les données qui sont reprises aux annexes V, VI et VII à des fins de consultation par les agents déclarants , sont communiquées ainsi que, sur demande explicite, la liste de tous les organismes, autorités et personnes qui ont reçu communication de ses données au cours des six mois calendrier précédant la date de la demande. Les données incluses dans le résultat de la consultation reflètent la situation actuelle dans le Registre, à moins que la personne concernée ne demande à obtenir la situation à une date précise ».

Il est pris acte de cette reformulation, qui permet de répondre à l'observation.

Article 15

1. À l'article 15, § 2, 1°, de la version française, les termes « les déclarations doivent être ponctuelles et communiquées par le présent arrêté » ne traduisent pas correctement l'intention de l'auteur du projet. Afin d'y remédier, les mots « par le présent arrêté » seront remplacés par les mots « conformément au présent arrêté », comme dans la version néerlandaise du texte.

2. Le paragraphe 5 définit les « règles minimales en matière de révision » comme étant « la politique et les procédures de révision instaurées par la Banque ».

Compte tenu de ce que le non-respect de ces règles peut entraîner l'imposition d'une astreinte, il ne peut se concevoir que le comportement ainsi puni soit défini en des termes vagues tel que notamment « la politique » de révision instaurée par la Banque. La délégation d'un tel pouvoir règlementaire à la Banque n'apparaît pas admissible pour les motifs énoncés dans l'observation formulée sous l'article 7.

Il y a lieu dès lors soit de préciser dans le dispositif ce que recouvrent les règles en matière de révision en délégant à la Banque nationale, le cas échéant, la possibilité de fixer des mesures purement techniques [8], soit de déléguer cette compétence au ministre.

3. Dans un souci de proportionnalité, le délégué du Ministre propose de réécrire l'article 15, § 6, alinéa 2, d), comme suit :

> « (d) tout manquement systématique ou intentionnel ou négligence manifeste relatif à une coopération effective avec la Banque ou à la mise en œuvre d'un niveau suffisant de diligence ».

[8] Sur les limites dans lesquelles pareille habilitation serait admissible, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 7.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Il est pris acte de cette reformulation.

Articles 17 et 18

Les articles 17 et 18 fixent comme point de départ du délai endéans lequel le débiteur doit réagir auprès de la Banque nationale soit pour la soumission d'un plan d'action (article 17, § 1er), soit pour le prolongement du délai initial de remédiation (article 17, § 4), mais également comme point de départ du délai à partir duquel l'astreinte peut commencer à courir à charge de ce débiteur (article 18, § 1er, a) et b), et § 2), la date de la notification par la Banque du constat de l'infraction ou de son accord sur le plan d'action.

À cet égard, il y a lieu de rappeler la jurisprudence de la Cour constitutionnelle qui consacre la théorie de la réception, selon laquelle les dispositions en vertu desquelles le délai pour accomplir certains actes prend cours le jour de l'envoi d'une décision sont contraires au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination [9].

Par ailleurs, lorsque l'on se réfère à la réception d'un document, il est utile de recourir à des présomptions, par exemple celle qui prévoit que le destinataire d'un courrier recommandé a pu, en toute vraisemblance, avoir connaissance de la notification le troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de la notification, tout en permettant au destinataire de prouver que la notification ne lui est parvenue que plus tard [10].

Or, même dans l'hypothèse où le projet examiné donne comme point de départ du délai la réception de la notification d'une décision par la Banque, comme c'est le cas de l'article 18, § 3, il reste en défaut de recourir à pareille présomption.

Les articles 17 et 18 seront revus en conséquence.

Article 18

1. Le paragraphe 2 prévoit que la décision d'imposer une astreinte doit être motivée. Cependant, une telle décision constitue un acte administratif, qui, aux termes de l'article 19, § 4, de la loi du 28 novembre 2021, peut d'ailleurs faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'État.

[9] C.C., 17 décembre 2003, n° 170/2003, B.6 et note d'observation J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK, « Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception », *J.T.*, 2004, p. 47. Voir également C.C., 15 mars 2006, n° 43/2006, B.10 à B.12 ; 19 décembre 2007, n° 162/2007, B.3 à B.5 ; 2 juin 2010, n° 66/2010, B.11 à B.14. Voir aussi en ce sens not. l'avis 63.275/2 donné le 2 mai 2018 donné sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 juin 2018 'relatif à la procédure de sanction administrative visée à la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63275.pdf).

[10] Avis 63.275/2 précité et sa note de bas de page n° 2 :
« Voir par exemple l'article 4, § 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État' ou l'article 53*bis*, 2°, du Code judiciaire ».

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Ce faisant, une telle disposition est à la fois superflue et ambiguë. Elle est superflue parce qu'une telle décision tombe dans le champ d'application de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs' et que l'obligation de motivation formelle des décisions découle déjà de cette loi. Elle est ambiguë parce qu'elle donne l'impression soit que l'obligation de motivation formelle n'existe pas si elle n'est pas expressément prescrite dans l'arrêté d'exécution concerné, soit que le projet entend imposer une obligation de motivation renforcée, ce qui, comme le confirme le délégué du Ministre, n'est pas l'intention de l'auteur du projet [11].

Une observation similaire vaut en ce qui concerne l'article 18, § 4, s'agissant de la décision prise dans le cadre du recours interne organisé par l'article 18, § 3.

2. Dans la première phrase de la version française du paragraphe 2, il convient d'écrire « envoi recommandé ».

Article 19

Il est prévu que le droit de prendre la décision d'imposer des astreintes expire « un an après que la Banque a eu connaissance pour la première fois de l'existence d'une infraction répétée ou d'une faute grave visée à l'article 15, § 6 » avec un délai maximum de deux années après que l'infraction a été commise, ce délai étant applicable en tout état de cause.

Compte tenu des obligations qui pèsent sur les agents déclarants en vertu du texte en projet, il pourrait difficilement se concevoir que la Banque n'ait pas une connaissance immédiate de l'infraction lorsque celle-ci est commise. L'établissement d'un premier délai de prescription qui dépend de la connaissance de l'infraction par la Banque apparaît dès lors dénué de pertinence en l'espèce. Son application se concilie également difficilement avec le délai absolu fixé dans un second temps à l'article 19 et calculé, pour ce qui le concerne, à partir de l'élément objectif que constitue la commission de l'infraction.

La disposition sera revue afin de ne prévoir qu'un seul délai de prescription ayant pour point de départ la commission de l'infraction.

Article 23

1. Sous réserve de l'observation n° 3 formulée ci-dessous, il y a lieu d'omettre de l'intitulé de l'article les mots « et dispositions transitoires », l'article 23 n'ayant pas cet objet.

[11] Voir notamment l'avis 65.922/2 donné le 6 mai 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'fixant les modalités de la consultation et de la délivrance de copies des pièces du dossier du conseiller de l'aide à la jeunesse et du directeur de la protection de la jeunesse' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/65922.pdf).

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

2. Il résulte de la combinaison de l'article 23 du projet et de l'article 25 de la loi du 28 novembre 2021 que, sauf en ce qui concerne l'article 10 du projet, celui-ci est appelé à produire ses effets (et non à « entre[r] en vigueur » [12]) à la date de la publication de la loi au *Moniteur belge*, à savoir le 7 décembre 2021.

Le projet sera ainsi pourvu d'un effet rétroactif.

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

La rétroactivité des dispositions en projet ne peut se justifier que si elle s'inscrit dans une des hypothèses précitées.

Cette observation vaut aussi pour la prise d'effet rétroactive de l'article 10 du projet au 1er janvier 2022 au cas où le projet ne serait pas publié au plus tard à cette date.

3. Ceci étant, comme la section de législation l'a déjà rappelé, si le législateur ou le pouvoir exécutif estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat ou à bref délai et il n'est pas tenu, en principe, de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si un régime transitoire (ou l'absence d'un tel régime) entraîne une différence de traitement non susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie déterminée de justiciables sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire ou le régime transitoire envisagé. Le principe de confiance est étroitement lié au principe de sécurité juridique, qui interdit au législateur de porter atteinte sans justification objective et raisonnable à l'intérêt que possèdent les sujets de droit d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes [13].

L'auteur du projet veillera, dans le respect de ces principes, à ce que le projet soit conçu en manière telle que les agents déclarants disposent d'un délai suffisant pour s'adapter à leurs nouvelles obligations au regard de la prise d'effets effective de l'arrêté en projet.

[12] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-5-1-3.

[13] En ce sens notamment : C.C., 11 juin 2015, n° 86/2015, B.4.6.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Annexes

1. Il convient de prévoir au sein du dispositif (et pas uniquement au sein du rapport au Roi) (voir les annexes II, III et VI) que, par les termes « état d'avancement des procédures judiciaires », les procédures pénales ne sont pas visées.

2. Il résulte du rapport au Roi que l'adresse communiquée dans le cadre des données transmises concernant le débiteur ne serait nécessaire que dans l'hypothèse où le numéro de registre national ne serait pas disponible.

Dans le respect du principe de minimisation des données, résultant notamment de l'article 5 du règlement européen 2016/679/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', le caractère subsidiaire de la communication de cette information doit résulter du dispositif.

3. La notion de « drapeau » utilisée dans les annexes gagnerait à être explicitée dans le rapport au Roi.

4. Sous la version française des annexes, il y a lieu d'écrire :

« Vu pour être annexé à notre arrêté royal [date et intitulé] » [14].

Sous la version néerlandaise des annexes, il y a lieu d'écrire :

« Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit [datum en opschrift] » [15].

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Lorsque la subdivision d'un article est numérotée, chacune d'entre elles est annoncée par des paragraphes et le signe « § » suivi d'un numéro d'ordre (« § 1er. », «§ 2. », « § 3. », etc.) et non par les indications « 1° », « 2° », « 3° », etc. [16]. La circonstance que les articles du projet sont munis d'un intitulé ne change rien à la nécessité de respecter cet usage.

Plusieurs articles du projet doivent être revus en ce sens, notamment les articles 2, 3, 4, 10 et 11, à l'instar de la rédaction des articles 14 à 16.

*

[14] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-8-1.

[15] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-8-1.

[16] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.1.2.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient te worden gepreciseerd welke artikelen van de wet van 28 november 2021 'tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen' het ontwerp een rechtsgrond verlenen.[1]

2. Aangezien de wet van 4 maart 2012 'betreffende de Centrale voor Kredieten aan Ondernemingen' geen rechtsgrond van het ontwerp vormt, moet, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, het tweede lid van de aanhef worden weggelaten.

3. In de aanhef wordt het koninklijk besluit van 15 juni 2012 'betreffende de Centrale voor Kredieten aan Ondernemingen' vermeld, terwijl het niet uitdrukkelijk bij het ontwerp wordt opgeheven.[2]

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontwerp omwille van de rechtszekerheid moet worden aangevuld met een bepaling tot opheffing van dat besluit.

4. Zoals uit het verslag aan de Koning blijkt, geeft hoofdstuk 3 uitvoering aan en houdt het rekening met de bepalingen van artikel 14 van verordening (EU) 2016/867 van de Europese Centrale Bank van 18 mei 2016 'betreffende de verzameling van gedetailleerde kredietgegevens en kredietrisicogegevens (ECB/2016/13)'.

Die verordening dient dan ook in een aanhefverwijzing te worden vermeld.[3]

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 23.

[2] *Ibid*., aanbevelingen 19 en 29.

[3] *Ibid*., aanbeveling 19.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In veel bepalingen van het ontwerp wordt het begrip "wet" gebruikt zonder dat dat gedefinieerd is. Klaarblijkelijk wordt in die gevallen de wet van 28 november 2021 'tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen' bedoeld.

Artikel 1 moet worden aangevuld met een definitie in die zin van het woord "wet".

2. In punt 13° wordt verwezen naar "andere dagen waarop de hele banksector binnen het Europees Stelsel van Centrale Banken gesloten is". Hier dient aanvullend te worden vermeld bij welke tekst die andere dagen worden vastgesteld.

3. De huidige redactie van punt 15° is onduidelijk. Het punt definieert de woorden "op individuele basis" door te verwijzen naar "één institutionele eenheid, waaronder institutionele eenheden die deel uitmaken van een juridische entiteit".

In artikel 2, 11°, van de wet van 28 november 2021 wordt de juridische entiteit echter gedefinieerd als

> "iedere institutionele eenheid opgericht als rechtspersoon, of iedere institutionele eenheid die deel uitmaakt van een rechtspersoon, die, krachtens het toepasselijke nationale recht, rechten en verplichtingen kan verwerven".

Uit de Nederlandse tekst van het ontwerp, die het woord "waaronder" gebruikt, lijkt men te kunnen afleiden dat de Franse tekst van die bepaling zo begrepen moet worden dat één enkele institutionele eenheid wordt bedoeld, "waaronder" (dat is in het Frans "en ce compris" veeleer dan "comprenant") de institutionele eenheden die deel uitmaken van een juridische entiteit. Volgens de hierboven geciteerde definitie omvat het begrip "juridische entiteit" in principe echter één enkele institutionele eenheid.

Gelet op het belang van dat begrip voor de toepassing van het ontwerp, met name wat betreft de gegevens die krachtens artikel 4 moeten worden meegedeeld, dient te worden toegelicht hoe "één eenheid" kan slaan op "institutionele eenheden die deel uitmaken van een juridische entiteit", meer bepaald in het licht van de wettelijk verankerde definitie van de entiteit in kwestie, die zelf ook naar een institutionele eenheid verwijst.

Het dispositief moet in voorkomend geval worden herzien in het licht van deze opmerking.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Artikel 2

In artikel 2, 1°, b), i) en ii), van het ontwerp zijn de woorden "zoals gedefinieerd in artikel 2, 11° van de wet" en "zoals gedefinieerd in artikel 2, 12° van de wet" overbodig. De definities die in de wet staan, gelden namelijk ook voor het uitvoeringsbesluit van die wet, zoals wordt bevestigd door de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp. Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 4, 4°, a), i), ii) en iii), en b), i), ii) en iii).

Evenzo moeten in artikel 3, 1°, de woorden "zoals vastgelegd in artikel 1, punten 7° en 8°" worden weggelaten, aangezien de begrippen "instrumenten van het type 'kredieten en deposito's'" en "instrumenten van het type 'Buitenbalansverplichting'" al in artikel 1, 7° en 8°, van het ontwerp worden gedefinieerd.

Artikel 7

Artikel 7 is als volgt gesteld:

"Informatieplichtigen voldoen aan de rapportageverplichtingen van de in bijlagen I tot V van dit besluit beschreven gegevens in overeenstemming met de specificaties van de Bank met betrekking tot de protocollen voor gegevensuitwisseling".

De vraag rijst of die delegatie van verordenende bevoegdheden aan de Nationale Bank toelaatbaar is.

Het verlenen van verordenende bevoegdheid aan een openbare instantie of instelling, zoals de Bank, is in beginsel niet in overeenstemming met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat daardoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking, de preventieve toetsing van de afdeling Wetgeving van de Raad van State en de precieze plaats in de hiërarchie der normen. Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een verordenende bevoegdheid aan zulke instanties of openbare instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat men ervan kon uitgaan dat de instanties of de instellingen die de betrokken regelgeving moesten toepassen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.[4]

[4] Zie in die zin in het bijzonder advies 67.719/VR, op 15 juli 2020 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 9 oktober 2020 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano' (*Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 1490/001, 28-58, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67719.pdf).

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

In die laatstgenoemde gevallen wordt dan meestal aanbevolen de verordeningen in kwestie op zijn minst door de Koning of door een minister te doen goedkeuren, gelet op het voornoemde principe van de eenheid van de verordenende macht en het voornoemde principe dat de personen bij wie de uitvoerende macht berust, politieke verantwoording verschuldigd zijn aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.[5]

Indien de machtiging echter slaat op louter technische elementen, die geen aanleiding kunnen geven tot enige politieke beoordeling, is zo'n goedkeuring niet noodzakelijk. De aldus gemachtigde overheid moet er in het bijzonder op letten niet verder te gaan dan de reikwijdte van een dergelijke machtiging.

In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

> "Artikel 7 bepaalt dat de in bijlagen I tot IV van dit besluit bedoelde gegevens moeten worden gerapporteerd volgens de rapportageregels de Bank in haar protocollen heeft vastgelegd. De protocollen bevatten zowel de technische specificaties voor de transmissie van gegevens (XSD-schema's, certificaten, enz.) als een beschrijving van de procedures, de ingevoerde validaties en de nodige toelichtingen voor een correcte rapportage van gegevens."

Uit die toelichting vloeit voort dat het dispositief van artikel 7 de bedoeling van de steller van het ontwerp niet correct weergeeft. Omwille van de overeenstemming met die toelichting moeten de woorden "in overeenstemming met de specificaties van de Bank met betrekking tot de protocollen voor gegevensuitwisseling" worden vervangen door de woorden "in overeenstemming met de door de Bank vastgestelde regels, neergelegd in de protocollen voor gegevensuitwisseling".[6]

Met die formulering zou het aanvaardbaar zijn dat de delegatie wordt verleend aan de Nationale Bank, die inderdaad het best geplaatst lijkt om die technische regels uit te vaardigen.

Om er vervolgens voor te zorgen dat die regels toegankelijk zijn, zou moeten worden bepaald hoe de Bank ze moet bekendmaken. Deze opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waarbij aan de Bank een toelaatbare machtiging wordt verleend, te weten de artikelen 12, 14, § 1, tweede lid, en 15, §2, 2°, en § 3, 4°.[7]

[5] Zie in die zin bijvoorbeeld advies 69.921/2/V, op 18 augustus 2021 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 26 november 2021 'tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen met het oog op de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 betreffende de uitgifte van gedekte obligaties en het overheidstoezicht op gedekte obligaties, en tot wijziging van de wet van 11 maart 2018 betreffende het statuut van en het toezicht op de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld, en de toegang tot betalingssystemen' (*Parl.St*. Kamer 2021-21, nr. 55-2224/001, http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69921.pdf).

[6] Ook artikel 15, § 2, 2°, moet in die zin worden aangepast.

[7] Wat artikel 15, § 3, 4°, betreft, wordt evenwel verwezen naar opmerking 2 gemaakt bij artikel 15.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Artikel 8

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister gepreciseerd dat het begrip "resultaten" van de verwerking na de rapportage van gegevens door de informatieplichtigen betrekking heeft op het door de Bank verrichte onderzoek teneinde na te gaan of die gegevens volledig en *ad hoc* zijn.

Hij heeft voorts gepreciseerd dat de bewoordingen "binnen de termijn die de Bank en de beroepsverenigingen van informatieplichtigen onderling zijn overeengekomen" geen gepaste weergave zijn van de bedoeling van de steller van het ontwerp.

Hij stelt bijgevolg voor om artikel 8 te herschrijven als volgt:

> "Les agents déclarants communiquent leurs données au Registre uniquement par voie électronique. Après réception des données, les résultats du traitement de celles-ci par le Registre sont mis à disposition des agent déclarants par la même voie".

Er wordt akte genomen van die herformulering, waarmee tegemoetgekomen wordt aan de voornoemde opmerkingen.

Artikel 13

In de Franse tekst staat naast het artikelnummer 13 ten onrechte ook het nummer 14.

Het artikelnummer 14 moet worden weggelaten.

Artikel 14

1. In paragraaf 1, eerste lid, staat dat iedereen een attest kan bekomen van de Nationale Bank waarin de lopende overeenkomsten worden vermeld waarvoor de betrokkene als debiteur is geregistreerd in het Register.

In de toelichting bij de bepaling wordt gesteld dat in dat hoofdstuk de praktische regels worden vastgelegd voor de uitoefening van het recht op inzage waarover elke betrokken persoon beschikt ten aanzien van de gegevens die over hem in het Register opgenomen zijn, en voor de uitoefening van het recht op rectificatie.

Door in het eerste lid te verwijzen naar "iedereen" en "de betrokkene" kan de indruk ontstaan dat ook andere personen dan de betrokken debiteur een attest kunnen bekomen.

Teneinde elke dubbelzinnigheid te vermijden dienen de woorden "de betrokkene" vervangen te worden door "hij".

2. Uit de preciseringen van de gemachtigde van de minister blijkt dat artikel 14, § 1, tweede lid, de eigenlijke bedoeling niet duidelijk weergeeft.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

De bedoeling van dat lid bestaat er immers in om de Bank ermee te belasten het model van het attest vast te leggen en te preciseren welke gegevens daarin opgenomen kunnen worden.

De gemachtigde van de minister stelt bijgevolg voor om artikel 14, § 1, tweede lid, te herschrijven als volgt:

> "La Banque détermine le contenu de cette attestation parmi les données reprises aux annexes V, VI et VII".

3. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister gepreciseerd dat de bewoordingen "de in bijlagen V, VI en VII beschreven gegevens die worden aangeduid als een onderdeel van het raadplegingsresultaat" een verwijzing zijn naar de inlichtingen waar de informatieplichtigen toegang toe kunnen hebben krachtens hun raadplegingsrecht als bedoeld in artikel 10 van de wet van 28 november 2021 en in artikel 10 van het ontwerp. Teneinde voor meer duidelijkheid te zorgen, stelt hij voor om artikel 14, § 2, tweede lid, te herschrijven als volgt:

> "Lors de l'exercice du droit d'accès, les données qui sont reprises aux annexes V, VI et VII à des fins de consultation par les agents déclarants , sont communiquées ainsi que, sur demande explicite, la liste de tous les organismes, autorités et personnes qui ont reçu communication de ses données au cours des six mois calendrier précédant la date de la demande. Les données incluses dans le résultat de la consultation reflètent la situation actuelle dans le Registre, à moins que la personne concernée ne demande à obtenir la situation à une date précise."

Er wordt akte genomen van die herformulering, waarmee tegemoetgekomen wordt aan de opmerking.

Artikel 15

1. In de Franse tekst van artikel 15, § 2, 1°, zijn de bewoordingen "les déclarations doivent être ponctuelles et communiquées par le présent arrêté" geen correcte weergave van de bedoeling van de steller van het ontwerp. Teneinde dat te verhelpen dienen de woorden "par le présent arrêté" vervangen te worden door de woorden "conformément au présent arrêté", naar het voorbeeld van hetgeen in de Nederlandse tekst staat.

2. In paragraaf 5 worden de "minimumvoorschriften voor herziening" gedefinieerd als "de herzieningspolitiek en -procedures van de Bank".

Gelet op het feit dat de niet-naleving van die regels het opleggen van een dwangsom tot gevolg kan hebben, is het ondenkbaar dat het aldus strafbaar gestelde gedrag gedefinieerd wordt met vage bewoordingen zoals meer bepaald "de herzieningspolitiek" van de Bank. Dat een dergelijke verordenende bevoegdheid aan de Bank wordt toegekend lijkt onaanvaardbaar om de redenen die genoemd worden in de opmerking gemaakt bij artikel 7.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

Ofwel moet dus in het dispositief verduidelijkt worden wat de herzieningsregels inhouden, waarbij de Nationale Bank in voorkomend geval gemachtigd kan worden om puur technische maatregelen vast te leggen,[8] ofwel moet die bevoegdheid gedelegeerd worden aan de minister.

3. Ter wille van de evenredigheid stelt de gemachtigde van de minister voor om artikel 15, § 6, tweede lid, d), te herschrijven als volgt:

> "(d) tout manquement systématique ou intentionnel ou négligence manifeste relatif à une coopération effective avec la Banque ou à la mise en œuvre d'un niveau suffisant de diligence".

Er wordt akte genomen van die herformulering.

Artikelen 17 en 18

In de artikelen 17 en 18 wordt de datum waarop de Bank kennis geeft van de vaststelling van een inbreuk of van haar beslissing akkoord te gaan met het plan van aanpak, beschouwd als het aanvangsmoment van de termijn waarbinnen de debiteur ofwel aan de Nationale Bank moet laten weten dat hij een actieplan indient (artikel 17, § 1), ofwel aan de Nationale Bank moet laten weten dat hij de eerste termijn voor remediëring wenst te verlengen (artikel 17, § 4), maar ook als het aanvangsmoment van de termijn vanaf wanneer er een dwangsom opgelegd kan worden aan die debiteur (artikel 18, § 1, a) en b), en § 2).

Er dient in dat verband herinnerd te worden aan de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof die de theorie van de ontvangst huldigt, volgens welke theorie bepalingen krachtens welke de termijn om bepaalde rechtshandelingen te stellen ingaat op de dag van de verzending van een beslissing, in strijd zijn met het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.[9]

Wanneer verwezen wordt naar de ontvangst van een document is het voorts nuttig om te werken met veronderstellingen: bijvoorbeeld de veronderstelling dat de geadresseerde van een aangetekend schrijven, naar alle waarschijnlijkheid, kennis heeft kunnen nemen van de

[8] Wat de grenzen betreft waarbinnen dergelijke machtiging toelaatbaar zou zijn, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 7.

[9] GwH 17 december 2003, nr. 170/2003, B.6 en noot J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK, "Revirement spectaculaire: détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception", *JT* 2004, 47. Zie ook GwH 15 maart 2006, nr. 43/2006, B.10 tot B.12; 19 december 2007, nr. 162/2007, B.3 tot B.5; 2 juni 2010, nr. 66/2010, B.11 tot B.14. Zie in dat verband ook advies 63.275/2, op 2 mei 2018 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 juni 2018 'betreffende de administratieve sanctieprocedure bedoeld in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63275.pdf).

kennisgeving de derde werkdag na de dag van de verzending van de kennisgeving, waarbij aan de geadresseerde de mogelijkheid wordt gegeven te bewijzen dat de kennisgeving hem pas later heeft bereikt.[10]

Zelfs wanneer in het voorliggende ontwerp de ontvangst van de kennisgeving van een beslissing van de Bank als aanvangspunt van de termijn wordt beschouwd, zoals in artikel 18, § 3, wordt daarin niet gewerkt met een dergelijke veronderstelling.

De artikelen 17 en 18 moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 18

1. Paragraaf 2 bepaalt dat de beslissing om een dwangsom op te leggen gemotiveerd moet worden. Een dergelijke beslissing is evenwel een bestuurshandeling waartegen luidens artikel 19, § 4, van de wet van 28 november 2021 overigens beroep kan worden ingesteld bij de Raad van State.

Daardoor is een dergelijke bepaling tegelijk overbodig en dubbelzinnig. Ze is overbodig omdat een dergelijke beslissing onder de toepassing valt van de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen' en de verplichting tot formele motivering van de beslissingen reeds uit die wet voortvloeit. Ze is dubbelzinnig omdat ze ofwel de indruk wekt dat er geen sprake is van een verplichting tot formele motivering als die niet uitdrukkelijk in het betreffende uitvoeringsbesluit wordt voorgeschreven, ofwel de indruk wekt dat het ontwerp een versterkte motiveringsverplichting beoogt op te leggen, wat, zoals de gemachtigde van de minister beaamt, niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp.[11]

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 18, § 4, wat de beslissing betreft die genomen wordt in het kader van het intern beroep dat in artikel 18, § 3, geregeld wordt.

2. In de Franse tekst dient in de eerste zin van paragraaf 2 "envoi recommandé" te worden geschreven.

Artikel 19

Er wordt bepaald dat het recht om te beslissen dwangsommen op te leggen vervalt "een jaar nadat de Bank voor de eerste keer kennis heeft genomen van het bestaan van een

[10] Voornoemd advies 63.275/2 en voetnoot 2 ervan:
"Zie bijvoorbeeld artikel 4, § 2, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 'tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State' of artikel 53*bis*, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek."

[11] Zie inzonderheid advies 65.922/2, op 6 mei 2019 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 'tot vaststelling van de nadere regels voor het raadplegen en uitreiken van afschriften van de documenten uit het dossier van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en de directeur voor jeugdbescherming' (http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/65922.pdf).

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

herhaalde inbreuk of een ernstige fout als bedoeld in artikel 15, § 6", met een maximumtermijn van twee jaar nadat de inbreuk werd gepleegd; die termijn is in elk geval van toepassing.

Gelet op de verplichtingen die de ontworpen tekst aan de informatieplichtigen oplegt, kan men zich moeilijk voorstellen dat, wanneer de inbreuk gepleegd wordt, de Bank daar niet onmiddellijk weet van heeft. Het lijkt *in casu* dan ook niet zinvol dat men de vaststelling van een eerste verjaringstermijn laat afhangen van de kennisneming van de inbreuk door de Bank. De toepassing van die termijn is ook moeilijk verenigbaar met de absolute termijn die artikel 19 in tweede instantie vaststelt en die zijnerzijds wordt berekend vanaf het moment waarop de inbreuk is gepleegd, wat een objectief gegeven is.

De bepaling moet worden herzien zodat ze slechts één verjaringstermijn vaststelt die begint te lopen vanaf het plegen van de inbreuk.

Artikel 23

1. Onder voorbehoud van de hieronder geformuleerde opmerking 3 moeten in het opschrift van het artikel de woorden "en overgangsbepalingen" worden weggelaten, aangezien artikel 23 geen dergelijke bepalingen bevat.

2. Uit de combinatie van artikel 23 van het ontwerp en artikel 25 van de wet van 28 november 2021 blijkt dat het ontwerp, met uitzondering van artikel 10 ervan, uitwerking moet hebben (en dus niet "in werking [moet treden]")[12] met ingang van de datum waarop de wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, namelijk op 7 december 2021.

Het ontwerp zal aldus terugwerkende kracht hebben.

Bestuurshandelingen hebben krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of rechtstoestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De terugwerkende kracht van de ontworpen bepalingen valt enkel te rechtvaardigen indien ze in een van de voornoemde gevallen kan worden ingepast.

Die opmerking geldt ook voor artikel 10 van het ontwerp in zoverre dat artikel met terugwerkende kracht uitwerking zou hebben met ingang van 1 januari 2022 ingeval het ontwerp niet uiterlijk op die datum bekendgemaakt zou zijn.

[12] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-5-1-3.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡

3. Los daarvan heeft de afdeling Wetgeving in het verleden reeds geoordeeld dat, indien de wetgever of de uitvoerende macht een beleidswijziging noodzakelijk acht, hij kan beslissen deze met onmiddellijke ingang of op korte termijn door te voeren en er in beginsel niet toe gehouden is in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden slechts geschonden indien een overgangsregeling (of de ontstentenis daarvan) tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat, of indien op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan aan het vertrouwensbeginsel. Dat laatste is het geval wanneer de rechtmatige verwachtingen van een bepaalde categorie van rechtsonderhorigen worden miskend zonder dat een dwingende reden van algemeen belang het ontbreken van een overgangsregeling of de beoogde overgangsregeling kan verantwoorden. Het vertrouwensbeginsel is nauw verbonden met het rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtsonderhorigen om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.[13]

Met inachtneming van die beginselen moet de steller van het ontwerp erop toezien dat het ontwerp zo wordt opgevat dat de informatieplichtigen over voldoende tijd beschikken om zich aan te passen aan hun nieuwe verplichtingen, in het licht van het ogenblik waarop het ontworpen besluit daadwerkelijk uitwerking heeft.

Bijlagen

1. In het dispositief (en niet enkel in het verslag aan de Koning) (zie de bijlagen II, III en VI) dient te worden bepaald dat de woorden "status van juridische procedures" niet naar de strafrechtelijke procedures verwijzen.

2. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat, wat betreft de gegevens die met betrekking tot de debiteur worden overgezonden, het adres enkel zou moeten worden meegedeeld ingeval het rijksregisternummer niet beschikbaar zou zijn.

Met inachtneming van het beginsel van de minimale gegevensverwerking dat inzonderheid voortvloeit uit artikel 5 van de Europese verordening 2016/679/EU van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)', moet uit het dispositief zelf blijken dat het meedelen van die informatie subsidiair is.

3. Het begrip "vlag" dat in de bijlagen wordt gebruikt, zou in het verslag aan de Koning moeten worden geëxpliciteerd.

[13] Zie in die zin inzonderheid GwH 11 juni 2015, nr. 86/2015, B.4.6.

4. In de Nederlandse tekst schrijve men onderaan de bijlagen:

"Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit [datum en opschrift]".[14]

In de Franse tekst schrijve men onderaan de bijlagen:

"Vu pour être annexé à notre arrêté royal [date et intitulé]".[15]

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

Wanneer onderverdelingen van een artikel worden genummerd, wordt voor elk van die onderverdelingen een paragraaf voorzien die wordt aangeduid met het teken "§" gevolgd door een nummer ("§ 1.", "§ 2.", "§ 3.", enz.), en worden die onderverdelingen niet aangeduid met "1°", "2°", "3°", enz.[16] Dat gebruik moet ook in acht worden genomen wanneer de artikelen van het ontwerp een opschrift dragen.

Verscheidene artikelen van het ontwerp moeten in die zin worden herzien, met name de artikelen 2, 3, 4, 10 en 11, naar het voorbeeld van de redactie van de artikelen 14 tot 16.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

[14] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-8-1.

[15] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be,* www.raadvst-consetat.be, tab "Technique législative", formule F 4-8-1.

[16] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 57.1.2.

‡ LW-CHMVLCEEF-HAFEBVT‡